REPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU MARDI 12 AVRIL 2016

Hémicycle De L'hôtel De Région, Basse-Terre

Mes chers compatriotes,

Je voudrais débuter nos travaux en saluant avec honneur et respect la mémoire de deux grands guadeloupéens dont l'engagement visionnaire a toujours été marqué du sceau de la pédagogie et de la volonté d'expliquer à leurs concitoyens le sens du temps et de l'action publique.

Deux hommes attachés à leur terre et qui ont fait du « Penser Guadeloupe » l'axiome de leur sacerdoce politique et universitaire.

Je veux naturellement parler de Jean-Claude Lombion, dont l'action à la ville de Morne à l'eau fut marquée par le redressement des finances communales, par la recherche de partenariats pour faire grandir sa commune et porter son projet politique mû par l'ambition de l'épanouissement de tous ses habitants sans exception.

Je veux aussi parler, vous l'aurez compris, du professeur Alain Yacou qui s'est battu au quotidien pour nous faire aimer et mieux partager sa vision de la coopération régionale et des atouts d'une meilleure intégration caribéenne.

Deux grands guadeloupéens, je l'ai dit

Deux modèles qui nous poussent à résolument marcher dans les pas de cet engagement désintéressé et sans faille pour le pays, pour PENSER ET AGIR GUADELOUPE.

Au-delà de l'hommage du pays auquel notre assemblée s'est naturellement associée, Je vous propose de saluer leur mémoire en marquant une minute de silence.

--- Minute de silence ---

Mes chers compatriotes, au moment de débuter mon propos, je souhaite revenir sur les faits marquants de ces derniers jours, et en particulier sur la flambée de violence qui interpelle tous les responsables publics.

La situation explosive que nous vivons doit en effet pousser chaque Guadeloupéen à se sentir concerné, parce que construire un meilleur avenir est une responsabilité partagée.

La Région, bien évidemment, doit y prendre toute sa part, en premier lieu en déployant pleinement le programme d'action pour lequel nous avons été massivement élus.

Mais la tâche n'est pas simple, mes chers compatriotes, et le premier travail auquel nous devons nous astreindre en redoublant d'efforts, c'est bien de redresser la trajectoire budgétaire qui conduisait la région Guadeloupe à la faillite !

Cette réalité ne souffre aucune contestation, les chiffres sont là pour le prouver, les rapports nombreux et notamment de la chambre régionale des comptes en attestent !

Et je crains que l'audit dont les conclusions nous seront rendues en juillet ne vienne confirmer l'étendue des dysfonctionnements et du crime budgétaire commis contre la Guadeloupe.

Ceux qui sont responsables de ce désastre devraient observer un devoir d'inventaire les incitant à la modestie.

Rappelez-vous mes chers compatriotes, en 2004, après le changement de majorité et pour des raisons politiciennes, un coup d'arrêt a été donné à l'économie de la Guadeloupe, par la baisse drastique des investissements de la Région.

On nous a alors parlé d'impôt Chevry.

C'est pourquoi je tiens à préciser que pour marquer notre volonté de rompre avec ces pratiques politiciennes qui n'honorent ni les uns, ni les autres : il n'y aura pas d'impôt Lurel.

En 2016, nous avons fait le choix de payer les factures afin de ne pas pénaliser les entreprises et maintenir les emplois.

Alors oui mes chers compatriotes PENSER ET AGIR GUADELOUPE, ici et maintenant c'est donc nous atteler en premier lieu à redresser les finances régionales.

C'est procéder aux arbitrages nécessaires
C'est traquer les dépenses publiques inutiles
C'est recourir aux financements extérieurs
….

PENSER ET AGIR GUADELOUPE, face au drame d'une frange de nos compatriotes dont l'espérance de vie se limite à 30 ans, c'est agir ici et maintenant pour aider la jeunesse guadeloupéenne.

Mes chers collègues,

Mes chers compatriotes,

Il nous appartient plus que jamais d'expliquer à nos compatriotes que la manière de dépenser l'argent public est toujours la conséquence d'une manière de penser la chose publique dans son ensemble.

Il faut vivre AVEC ses moyens, pas AU-DESSUS de ses moyens !

Et en disant cela, je veux être clair sur le sens de notre engagement, sur la portée de notre volonté de servir, sur notre détermination sans faille à remplir le mandat que nous a confié la Guadeloupe !

Oui mes chers compatriotes, je crois farouchement que l'audace de nos élus, le savoir-faire de notre administration, la qualité des ressources professionnelles guadeloupéennes, et le génie du peuple guadeloupéen sont les moteurs qui nous permettront d'avancer.

Cette force est immense. Et pourvu qu'elle s'attache à mettre l'imagination au pouvoir, elle nous permettra de surmonter les difficultés.

Résoudre l'équation qui consiste à faire plus et mieux avec moins de moyens financiers, tel est le challenge que nous devons relever, en ne tenant compte du passé que pour éviter de reproduire ses errements !

Mes chers collègues, Mes chers compatriotes,

Nous savons que la Collectivité régionale, avec des compétences plus étendues que par le passé sera l'expression d'une responsabilité plus forte des Guadeloupéens à l'égard de la Guadeloupe.

Ce seul fait éclaire d'un nouveau jour, non seulement mon propre engagement, mais aussi celui du peuple guadeloupéen qui, démocratiquement, s'est si massivement prononcé le 13 décembre 2015.

Aujourd'hui, je vais vous parler comme à mon habitude avec une grande sincérité. Je vous dirai des mots que vous n'aurez pas à tourner 7 fois dans votre tête avant d'en comprendre le sens.

J'aimerais que vous les reteniez pour toujours, que vous les gardiez sous les yeux pour y revenir sans cesse afin de bien mesurer notre chemin, de le décrire à votre entourage, particulièrement à vos enfants, qui prendront tôt ou tard notre suite.

Vous, qui avez eu pleinement conscience de l'enjeu, vous comprendrez l'ampleur du combat à livrer !

Un combat d'abord contre nous-mêmes, contre la peur du lendemain que certains ne cessent de vouloir vous inculquer.

Mais les Guadeloupéens savent ce qu'ils veulent. Qu'on se le dise !

Tout au long de notre histoire, notre peuple a su s'élever et démontrer la verticalité de ses valeurs dans une société qui lui déniait la moindre humanité, le moindre droit à la responsabilité.

Aujourd'hui encore, en plein 21e siècle, nous vivons des situations qui sont les stigmates que ces funestes préjugés laissent encore dans les mentalités.

Cependant, loin de nous mettre à genoux devant quiconque, cela nous a renforcés.

C'est pourquoi je l'affirme aujourd'hui, en pesant bien mes mots : nous nous devons de mener ensemble un combat qui dépasse l'enjeu de la simple alternance politique.

Un combat pour un développement économique durable et solidaire s'appuyant sur nos ressources, mais aussi un combat pour l'affirmation de notre identité.

Car il s'agit bien de faire en sorte que la Guadeloupe existe et qu'elle en soit fière comme le sont déjà nos intellectuels, nos sportifs et nos artistes qui portent haut le flambeau de notre excellence.

Alors oui mes chers compatriotes, PENSER ET AGIR GUADELOUPE ICI ET MAINTENANT, ce n'est pas taire nos différences, mais faire en sorte que la délibération collective en fasse une richesse pour la pensée politique.

Lorsqu'il s'agit du salut de notre terre commune, même si nous sommes pluriels, l'intérêt de la Guadeloupe doit se conjuguer au singulier.

C'est ainsi que nous devrons fonctionner. Je m'en porte garant.

Notre mandature illustre la belle promesse de refuser absolument les intérêts de parti ou de clan pour un OUI collectif à la Guadeloupe. Cette promesse, il ne faut pas la trahir.

J'ai fait le serment que cette Assemblée ne serait plus jamais dirigée ni par un seul homme, par un clan ou par un camp, mais par une équipe.

Je me tiens plus que jamais à cet engagement.

Chacun de nous devra répondre publiquement, devant le peuple, de son action.

Oui, si ensemble nous donnons au peuple cette image de la représentation politique, elle gagnera son respect.

Mes chers collègues, Guadeloupéennes, Guadeloupéens

AGIR ET PENSER GUADELOUPE, ICI ET MAINTENANT, C'est aussi anticiper les changements qui impactent la conduite des politiques publiques dans un contexte marqué par la lutte contre le terrorisme aveugle, par les échéances politiques en France et dans une certaine mesure par le projet de traité États-Unis/Europe.

Mais nous devons aussi tenir compte de la mise en œuvre des transferts de compétences prévus dans la loi NOTRé.

Quelle est notre place ?

Tout agriculteur est à même de comprendre mon propos : quand on plante, on ne récolte pas encore. L'action et ses résultats s'inscrivent dans la durée.

Voilà pourquoi nous disons que la qualité première de la Région est d'être stratège : le point de départ c'est maintenant et le but est lointain, l'important c'est de bien négocier la trajectoire en gardant le cap pour contourner un à un les obstacles.

J'entends déjà demander « Ka Chalus ka atann, ka i ka fè ? ».

J'entends cette impatience du peuple, elle est légitime, elle est à la hauteur des souffrances qu'il endure : Un Guadeloupéen sur 4 survit grâce au RSA, que l'on peut considérer comme un critère de détermination du seuil de pauvreté.

Beaucoup de Guadeloupéens souffrent. Certains depuis longtemps, trop longtemps. Et la situation de beaucoup s'est dégradée, se dégrade encore.

Le programme que nous sommes déterminés à mettre en œuvre n'est ni une « coquille vide » ni une simple vue de l'esprit. Ce n'est pas non plus un catalogue énumérant des centaines d'articles rêvés que personne ne pourra se payer.

Quitte à solliciter votre tolérance en prononçant cette déclaration de politique générale, je veux donc m'attacher aujourd'hui à vous livrer quelques éléments qui vous permettront d'abord de bien identifier notre logique de fond.

Et dans le même temps vous comprendrez comment cette même logique traverse l'essentiel des domaines de l'activité humaine en donnant cohérence au Projet que nous entendons porter collégialement au sein de cette majorité.

J'ai bien compris qu'il faut rétablir la confiance avec les Guadeloupéens !

Rien de durable ne pourra se faire sans cette confiance. Il faut une mobilisation de tous les secteurs et de tous les acteurs pour hisser la Guadeloupe au niveau d'une grande Ambition.

Notre logique de fond se résume en une idée simple : la nécessité que les Guadeloupéens s'efforcent de s'élever à la responsabilité collective à l'égard de la Guadeloupe.

C'est une idée que n'importe quel peuple dans le monde considère comme un devoir naturel : Nous devrons réapprendre à travailler, à nous faire confiance pour gérer le bien commun.

Nous devons résoudre les problèmes quotidiens que rencontre notre population.

Nous devons, au cours de ce mandat, rattraper les trop nombreux retards en matière de distribution d'eau, de gestion des déchets et de transport des personnes.

Mais nous devons aussi et surtout préparer la Guadeloupe de demain, celle de 2030, et créer les conditions d'un développement économique et social satisfaisant, qui est encore attendu au moment où on célèbre les 70 ans de la départementalisation.

Notre ambition d'être une Région stratège recouvre précisément cette volonté de saisir l'opportunité de dessiner notre propre avenir.

Sur le débat soulevé autour de la centrale géothermique de Bouillante.

Cette usine, unique en France, n'avait pourtant jamais fonctionné de manière optimale. Faute d'investissements suffisants d'une part et de maîtrise industrielle d'autre part. Ceci, dans l'indifférence la plus totale !

Un Collectif de citoyens s'est constitué pour contester le bien-fondé de la signature par l'État d'un accord de principe avec l'entreprise nord-américaine Ormat technologie pour l'achat par cette dernière de 85 % du capital.

La géothermie, c'est notre pétrole ! Avec en plus un caractère renouvelable et dont l'exploitation n'émet pas de gaz à effet de serre. Avec les acteurs publics concernés, il est donc capital que nous puissions étudier les solutions idoines pour l'utilisation de cette ressource. Nous ferons part de notre proposition après concertation avec l'ensemble des acteurs.

Mes chers collègues,

Mes chers compatriotes,

AGIR ET PENSER GUADELOUPE, c'est aussi prendre à bras-le-corps trois autres questions importantes, qu'on ne peut poser valablement sans regarder vers l'avenir des Guadeloupéens et de la Guadeloupe.

C'est pourquoi aucune d'entre elles ne peut être traitée isolément. Il s'agit de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Ces questions nous renvoient à celles du devenir de la jeunesse et du développement de l'activité nécessaire à la richesse du pays.

Qu'apprendre aux Hommes, à quoi les former, pour quelles activités professionnelles et quel bénéfice pour le pays ?

C'est cet ensemble de questions qui me semble le plus pertinent, au-delà de tout langage d'expert. Et c'est là que tout se joue : le politique, l'économique, le social et le culturel, pour aboutir à la grande question de savoir ce que la Guadeloupe veut être, dans la Caraïbe et dans le Monde, à partir de ses propres atouts.

Il faut des mesures qui permettent à la Guadeloupe d'optimiser réellement ses ressources humaines et ses ressources naturelles.

Certaines mesures sont indispensables :

- Favoriser le bilinguisme dès le plus jeune âge,
- Renforcer le dispositif d'appui opérationnel aux porteurs de projets,
- Instituer la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières (GPEC) à l'échelle de la Guadeloupe.

Ce nouvel élan de l'action régionale, doit être partagé par chaque citoyen de Guadeloupe. Ce sera le sens de notre démarche dans les semaines et les mois qui viennent. Puis il nous faudra le mettre en harmonie avec le Conseil Départemental, l'ensemble des Communautés d'Agglomération et avec les communes.

C'est pourquoi la Région prendra l'initiative de l'organisation d'une grande conférence sociale et économique.

Pour un nouveau dialogue social guadeloupéen, nous voulons également aller le plus loin possible dans notre logique de Réconciliation par une démarche vers les partenaires sociaux.

Il ne s'agira pas de faire taire les revendications des uns et des autres, encore moins d'effacer les contradictions sociales.

Il s'agira d'inviter employeurs et salariés à partager le sens du Pays en osant établir un **Contrat Social de Territoire**.

Vous l'aurez compris mes chers compatriotes, Nous ne demandons pas d'état de grâce prolongé pour nous-mêmes.

Nous faisons simplement le pari que les Guadeloupéens peuvent avancer ensemble, chacun pour ce qui le concerne, dans un climat social apaisé !

Oui nous faisons le pari qu'ensemble, dans la concertation, nous pouvons cheminer vers la résolution de problèmes qui nous concernent tous, toute la jeunesse de notre pays, tous les salariés, toutes les entreprises, dans l'idée de faire, et d'être, Guadeloupe ensemble.

Mes chers collègues,

Mes chers compatriotes,

Vous le savez, la question de l'Éducation, de la Formation et de l'Emploi traverse tous les secteurs d'activité.

C'est pourquoi je considère qu'AGIR et PENSER GUADELOUPE ici et maintenant, c'est faire de la jeunesse le bénéficiaire prioritaire de nos actions.

L'éducation et la formation, tout au long de la vie, doivent demeurer les piliers du développement de notre pays.

Or, chaque année ce sont près de 1 000 à 1 200 jeunes qui quittent le système scolaire, sans diplôme ou avec une qualification insuffisante pour affronter le marché de l'emploi.

Victimes d'un système éducatif déficient, ils constituent la grosse majorité des jeunes à la recherche d'un emploi.

Sans jeunesse formée et qualifiée, toute volonté et tentative de développement est vouée à l'échec.

Le devoir de la Collectivité régionale, dans le cadre de ses compétences, c'est donc de contribuer à la recherche de solutions et à la réussite de notre jeunesse.

Dans ce sens, nous mettons en œuvre le pacte pour l'emploi des jeunes, qui contribuera à l'embauche de 1000 jeunes… Grâce au financement conjugué de l'État, du Département et de la Région, et à la mobilisation des entreprises guadeloupéennes.

Il n'y a pas d'enfants de l'État, puis d'enfants du Département d'un côté et d'enfants de la Région d'un autre…

Il n'y a que des enfants de Guadeloupe.

À ce titre, l'implication accrue de la région dans l'enseignement supérieur et la recherche lui donne de nouvelles responsabilités, qui ne s'arrêtent pas à la seule université mais à toute la formation post BAC et à tous les organismes de recherche.

Ces responsabilités renouvelées exigent de la région l'élaboration d'un Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en concertation avec les autres collectivités et les établissements chargés d'enseignement supérieur et de recherche.

Ce schéma visera à définir des orientations partagées et des priorités d'interventions et précisera les opérations que la région soutient. C'est dans ce cadre et en cohérence avec les contrats pluriannuels d'établissement que la Région pourra contribuer au financement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche implantés sur notre territoire ainsi qu'aux œuvres universitaires.

Enfin pour l'enseignement professionnel, l'élaboration d'un schéma régional des formations en cohérence avec les besoins existants et les potentialités de développement du pays constituera un enjeu fondamental, parce qu'Agir pour l'Emploi c'est d'abord garantir une formation de qualité pour chaque Guadeloupéen.

Mes chers compatriotes,

Agir et Penser Guadeloupe, c'est aussi Optimiser le potentiel de nos entrepreneurs.

Notre Région devra donc désormais relever ce défi et faire l'effort de s'adapter et non exiger des porteurs de projets qu'ils s'adaptent à un modèle désuet.

Modalités d'accès aux fonds européens, microcrédit à taux zéro, nouveaux modes de financement participatif, cautionnement et garanties, accès à la Banque Publique d'Investissement, tels sont les nouveaux dispositifs qu'il nous faudra investiguer et conquérir pour adapter le fonctionnement de la Région à ce qu'est l'économie dominante du 21e siècle.

Les économistes pensent que nous n'en sommes qu'au début d'une révolution et que les entreprises des années 2030 ne sont pas encore nées.

Les jeunes guadeloupéens aspirent à s'inscrire dans cette compétition mondiale. Notre région devra relever ce nouveau défi, et les accompagner.

Je le répète avec force : ce n'est pas le porteur de projet qui doit s'adapter aux délais trop longs et aux lourdeurs administratives.

C'est à la Région de s'adapter à son temps et au rythme de la nouvelle économie, en créant notamment :

- Un Fonds d'investissement pour le développement des entreprises,
- Des outils mobilisant les nouveaux modes de financement participatif,
- Un Fonds d'amorçage pour les primo créateurs : à l'instar du fonds régional d'intervention qui pourra être sollicité jusqu'à 1,5M € pour mettre en place les garanties et avances remboursables.

Cette action vise à accompagner la création et/ou la reprise, et le développement d'entreprises, à travers une analyse et une expertise du projet, un appui financier qui se matérialisera par un prêt d'honneur sans intérêts et sans garantie allant de 5 000 € à 25 000 € pour augmenter les fonds propres.

Dans un deuxième temps, nous épaulerons les porteurs de projets dans leurs démarches auprès des banques pour un financement complémentaire, et les orienterons, le cas échéant vers les partenaires gestionnaires des différentes subventions complémentaires au prêt d'honneur à taux zéro.

Après le financement et pour veiller au bon développement de l'entreprise, un suivi régulier doit être mis en place durant toute la durée du remboursement du prêt d'honneur (entre 3 et 5 ans).

Il s'agit de proposer un parrain expérimenté qui mette son expérience et son savoir-faire au service de l'entrepreneur. Au-delà, toutes les entreprises financées doivent pouvoir échanger autour des bonnes pratiques, rencontrer les parrains du réseau et profiter des formations pour développer leurs compétences, communiquer et faire connaître leurs entreprises.

Mes chers compatriotes, AGIR ET PENSER GUADELOUPE, c'est aussi favoriser l'émergence d'une agriculture durable et compétitive.

L'agriculture a été, et reste, un secteur stratégique, incontournable si l'on veut développer durablement la Guadeloupe. Bien structurée, l'activité agricole peut contribuer avec effectivité à gérer nos ressources naturelles au cœur des territoires.

Accompagner l'existant comme nous le faisons avec le projet "Cap 100 000 tonnes de bananes", accompagner aussi les producteurs de melons.

Mais au-delà d'une agriculture tournée presque uniquement vers des marchés extérieurs, nous devons parvenir à édifier une agriculture guadeloupéenne, qui satisfasse les besoins du marché intérieur.

Une agriculture durable, économe en intrants, respectueuse de l'environnement, de la santé humaine et de la biodiversité.

Il nous faudra à ce titre définir un plan d'aménagement du territoire, un espace agricole incompressible, une surface de forêt, des surfaces pour l'urbanisme, la voirie, etc. Sur la base du développement de la production de terroir pourront se développer des industries alimentaires.

De manière à promouvoir la structuration du secteur, nous nous engageons à créer le Grand Marché d'Intérêt Régional, indispensable au développement d'une agriculture diversifiée capable de contribuer, bien plus qu'aujourd'hui, à l'alimentation des Guadeloupéens.

Et dans le même ordre d'idées nous nous emploierons à favoriser l'organisation du secteur en construisant les locaux des organisations syndicales agricoles et interprofessionnelles.

Nous veillerons également à accroître le niveau d'encadrement, de formation et d'information du monde agricole et à développer des cycles de formation tout au long de la vie de l'agriculteur.

En accord avec l'État et le Conseil départemental, il nous faudra aussi réussir la mise en place du plan pêche, la reconversion des pêcheurs et aussi celle des matelots.

Le plan pêche, élaboré conjointement par l'État, le Conseil régional et le Conseil départemental, permet de soutenir près de 160 pêcheurs guadeloupéens confrontés depuis des années à la pollution du milieu marin par la chlordécone, à l'extension des zones de restriction de pêche, à la prolifération des espèces invasives comme les algues sargasses ou le poisson-lion et à la pêche informelle et illégale.

La mesure 70 du FEAMP relative au Plan de Compensation des Surcoûts (PCS) permettra la mise à niveau des producteurs guadeloupéens. Ceci entraînera une meilleure assise économique de l'ensemble des opérateurs par la création de valeur ajoutée.

La transformation et la commercialisation des produits de la mer sont un défi que nous nous engageons à relever !

Mes chers compatriotes, la Culture et les Arts, font également partie intégrante de notre façon de penser et d'agir Guadeloupe.

À ce titre, la Guadeloupe ne saurait renforcer son identité culturelle à l'intérieur des frontières de notre archipel et rayonner à l'extérieur jusqu'à devenir une destination attractive sans professionnels des Arts et de la Culture.

Si l'offre culturelle diversifiée s'atténue en Guadeloupe, c'est en général faute d'efforts de professionnalisation adaptée et de création d'emplois pour les artistes et les autres métiers censés les accompagner : techniciens, producteurs, éditeurs, distributeurs, administratifs.

Dans un secteur si indispensable à la vie en société et aux échanges avec l'extérieur, il est donc nécessaire que les talents que la Guadeloupe possède en grand nombre puissent vivre de leur métier, à la hauteur de leur contribution à l'identité du pays. La Région entend bien s'atteler à la professionnalisation des acteurs culturels en lien étroit avec les autres services publics et le monde associatif.

Mes chers compatriotes,

Nous sommes certains que nous devons aujourd'hui nous engager dans la voie du changement.

Si nous ne le faisions pas, nous nous exposerions à un délitement social et sociétal catastrophique.

Nous risquons de « décrocher » durablement par rapport à nos voisins et de mettre en danger notre existence en tant que communauté singulière.

Nous sommes, en effet, une société fragile, encore déchirée par de vieilles divisions et faute de pouvoir maintenir notre équilibre dans la routine et la stagnation, nous devons le trouver dans l'innovation et le développement.

Alors me direz-vous : agir et penser Guadeloupe ? Oui, mais avec

Quels MOYENS ? Avec Quelles MÉTHODES ?

Nous devrons créer les conditions d'un développement pour stopper l'hémorragie qui consiste à perdre chaque année nos jeunes guadeloupéens les plus talentueux parce qu'ils ne parviennent pas à s'insérer au sein de notre société.

Accentuer le recours aux doctorants et post-doctorants de l'Université des Antilles lorsque les sujets de recherches correspondent à nos besoins, notamment l'agro-transformation, l'exploitation raisonnée de notre biodiversité, de nos énergies.

C'est en ce sens que je vais proposer aux organisations patronales la création d'un portail facilitant la recherche "de hauts potentiels" et engager un plan de recrutement des jeunes diplômés dans les entreprises locales accompagnés par la collectivité régionale.

Par ailleurs, s'agissant des évolutions qui impacteront notre collectivité, nous veillerons à ASSOCIER pleinement l'administration régionale pour digérer l'intégration de ses nouvelles missions.

En notre qualité d'autorité de gestion, nous procéderons cette année au renforcement de la DGA affaires européennes qui aura la lourde charge d'instruire les fonds européens.

Dans le même temps, nous devrons procéder aux réorganisations des services régionaux qui s'imposent pour améliorer l'efficacité du service rendu à la population et aux autres partenaires de notre institution.

Notre politique d'optimisation des moyens serait vaine si elle excluait les agences et associations qui contribuent à la politique régionale.

À propos de ces organismes qui déclinent la politique régionale, la presse a qualifié de jungle l'organisation que nous avons trouvée. Cela traduit l'idée que le foisonnement de ces organismes, sans doute excessif, rend difficile la lecture des actions conduites et rend presque impossible la mesure de leur efficacité conjuguée.

Plus important encore, nous aurons à vérifier de toute urgence que les relations entre ces structures, dont les statuts sont très divers, et la Région, ne sont en contradiction avec aucune disposition légale.

En particulier, il est de ma responsabilité de m'assurer qu'aucun conseiller régional ne court les risques de gestion de fait ou de prise illégale d'intérêts, sanctionnés par la loi.

Ainsi que je l'ai déjà annoncé, j'ai donc créé une mission spécifique à cet effet.

J'ai recruté un cadre disposant d'une longue expérience du management dans le privé et dans les services publics les plus divers, ayant exercé au niveau national et local, au service de l'État et des collectivités territoriales.

Vous l'aurez compris mes chers compatriotes, Agir et Penser Guadeloupe c'est intégrer que la conquête d'un avenir meilleur justifie à elle seule tous les efforts, tous les changements.

Il y a peu de moments dans l'existence d'un peuple où il puisse autrement qu'en rêve se demander : « Quelle est la société dans laquelle je veux vivre ? » et aussi construire effectivement cette société.

J'ai le sentiment que nous abordons un de ces moments. Nous pouvons donc entreprendre de construire un nouveau modèle de société.

Il serait vain de prétendre en fixer à l'avance tous les contours.

Il faut laisser à l'avenir ce qui n'appartient qu'à lui et c'est la spontanéité du corps social qui en décidera.

Il est quand même nécessaire d'en esquisser dès à présent les grands traits :

- Une société prospère parfaitement en harmonie avec son environnement,
- Une société libérée qui, au lieu de brider les imaginations, leur offre des possibilités concrètes de s'exercer,
- Une société généreuse qui va au-delà d'un égalitarisme de façade, qui, par une solidarité renforcée, entraîne à lutter contre toutes les formes d'inégalité des chances.
- Une société responsable qui s'appuie sur ses potentialités et s'ouvre sans complexe à son environnement caribéen.
- Une société résolument Guadeloupéenne, en pensée et en actes !

Pour entamer le changement, je vous propose du travail, des responsabilités, des efforts, de l'abnégation, de la volonté, du courage, du désintéressement, à mettre au service de nos concitoyens.

La Guadeloupe compte sur nous.

Je vous remercie de votre attention.

Ary Chalus
Président du Conseil régional
De la Guadeloupe